

Le conservateur Sauli Niinistö, grand favori de l'élection présidentielle finlandaise

de Corinne Deloy

Analyse
1 mois avant
le scrutin

Le 22 janvier prochain, soit le troisième dimanche de janvier comme le veut la tradition, un peu plus de 4,4 millions de Finlandais sont appelés aux urnes pour désigner le successeur de Tarja Halonen à la présidence de la République. La chef de l'Etat sortante, élue la première fois le 6 février 2000, ne peut se représenter, la Constitution interdisant au président de la République d'exercer plus de deux mandats consécutifs.

L'élection présidentielle est le plus populaire des scrutins en Finlande. 300 000 électeurs ne se déplacent en effet que pour cette seule élection. La participation est en moyenne de 80%, soit environ dix points au-dessus de celle enregistrée traditionnellement aux élections législatives. Les Finlandais apprécient ce vote beaucoup plus personnalisé que les élections législatives où ils doivent se prononcer pour une liste de personnes et donc davantage pour un parti politique.

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue le 22 janvier prochain, un 2e tour se déroulera le 5 février.

Selon Pekka Perttula, rédacteur en chef du journal *Suomenmaa*, l'élection présidentielle des 22 janvier et 5 février constituera un tournant comme l'a été celle de janvier 1982. Cette année-là, Mauno Koivisto (Parti social-démocrate, SPD) l'avait emporté et marqué la fin de la prédominance du Parti du centre sur la vie politique finlandaise, initiant un cycle de 30 ans de présidence social-démocrate (Martti Ahtisaari (SPD) a succédé à Mauno Koivisto le 6 février 1994 à la tête de l'Etat et Tarja Halonen à Martti Ahtisaari le 6 février 2000).

Le vote par correspondance aura lieu pour le 1er tour du 11 au 17 janvier.

La fonction présidentielle

Le chef de l'Etat finlandais est élu pour un mandat de 6 ans. Depuis 1994, le scrutin a lieu au suffrage universel direct le troisième dimanche de janvier (pour le 1er tour, deux semaines plus tard pour le 2e) et le candidat élu prend ses fonctions le premier jour du mois suivant son élection (soit cette année, le 1er février s'il est élu au 1er tour de scrutin et le 1er mars s'il est désigné le 5 février). Dans le cas où une seule personne est candidate au poste présidentiel, le scrutin n'est pas organisé et l'unique candidat est élu d'office à la tête de l'Etat. Le président de la République ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs. Il est également d'usage qu'il remette sa carte de membre d'un parti politique pendant la durée de son mandat.

Les candidats, qui doivent obligatoirement être nés citoyens finlandais, peuvent être désignés par un parti ou par un groupe rassemblant un minimum de 20 000 électeurs.

Le chef de l'Etat dirige la politique étrangère et la défense du pays (en collaboration avec le gouvernement)

et est le commandant en chef des armées. Il n'a aucun pouvoir sur les affaires intérieures du pays.

Le 21 octobre dernier, l'Eduskunta/Riksdag, chambre unique du parlement, a modifié les pouvoirs du président de la République. Ainsi, il est désormais inscrit dans la Constitution que la Finlande est représentée au sein de l'Union européenne par son Premier ministre. Par ailleurs, les éventuels conflits entre le chef de l'Etat et le gouvernement seront dorénavant tranchés par le Parlement. Ces changements entreront en vigueur le 1er mars prochain, date à laquelle si le chef de l'Etat est élu au 2e tour de scrutin, le successeur de Tarja Halonen prendra ses fonctions. Ces modifications ont été votées par 118 députés, contre 40 (dont ceux du parti des Vrais Finlandais - PS - et deux députés de l'Alliance - VAS) et 40 abstentions. « On a décidé de diminuer les pouvoirs du président de la République alors que le peuple veut un président fort » a déclaré Tarja Halonen après le vote du Parlement. Le leader des Vrais Finlandais, Timo Soini, et le candidat du Rassemblement conservateur (KOK) à la présidence, Sauli

Election présidentielle en Finlande 22 janvier et 5 février 2012

Niinistö, se sont également exprimé pour dire que les changements constitutionnels avaient trop altéré l'autorité présidentielle.

Une hausse de la rémunération et de la pension de retraite du chef de l'Etat a également été décidée. La première, jusqu'ici établie à 126 000 € annuels après un sextennat, passera à 160 000 € par an. La retraite, actuellement de 75 600 € (soit 60% de la rémunération), atteindra 96 000 €. Deux anciens chefs de l'Etat sont toujours en vie : Mauno Koivisto et Martti Ahtisaari. La rémunération du chef de l'Etat (comme sa pension de retraite) n'est pas imposable.

Les candidats à la présidence de la République

8 personnes sont officiellement candidates à la magistrature suprême :

- Sauli Niinistö, 63 ans, candidat du Rassemblement conservateur (KOK), qu'il a présidé de 1994 à 2004 et actuellement au pouvoir dans le pays. Ancien ministre de la Justice (1995-1996) et des Finances (1996-2003) et ancien président du Parlement (2007-2011), il a été candidat à la dernière élection présidentielle des 15 et 29 janvier 2006 qu'il a perdu au 2e tour avec 48,20% des suffrages contre Tarja Halonen (51,80% des voix) ;
- Paavo Väyrynen, 65 ans, candidat du Parti du centre (KESK) dont il a été le Président de 1980 à 1990. Candidat à l'élection présidentielle de 1988 et 1994, il n'a pas été réélu député lors des dernières élections législatives du 17 avril 2011 ;
- Paavo Lipponen, 70 ans, candidat du Parti social-démocrate (SPD). Leader du parti de 1993 à 2005, il est nommé Premier ministre en 1995 et gouverne jusqu'en 2003. Président du Parlement de 2003 à 2007, il s'était ensuite retiré de la vie politique ;
- Timo Soini, 49 ans, leader des Vrais Finlandais (PS), parti qui a réalisé une véritable percée lors des dernières élections législatives du 17 avril dernier où il a recueilli 19% des suffrages. Candidat au scrutin présidentiel des 15 et 29 janvier 2006, Timo Soini avait obtenu 3,40% des suffrages au 1er tour de scrutin ;
- Pekka Haavisto, 53 ans, candidat des Verts (VIHR). Ancien ministre de l'Environnement (1995-1999), il a ensuite travaillé pour l'Organisation des Nations unies (ONU). En 2005, il est devenu le représentant de l'Union européenne au Soudan où il a participé aux négociations de paix du Darfour. Pekka Haavisto a été réélu député lors des élections législatives du 17 avril dernier après 12 ans d'absence au Parlement ;

- Sari Essayah, 44 ans, candidate du Parti démocrate-chrétien (SKL). Championne du monde du 10km marche en 1993 et championne d'Europe en 1994, elle est députée européenne depuis 2009.

- Paavo Arhinmäki, 35 ans, candidat de l'Alliance des gauches (VAS) dont il est le président depuis 2009. Actuel ministre de la Culture et des Sports, il est le plus jeune candidat à ne s'être jamais présenté à l'élection présidentielle ;

- Eva Biaudet, 50 ans, candidate du Parti du peuple suédois (SFP) dont elle représente l'aile libérale. Ancienne ministre de la santé et des Affaires sociales (1999-2000 et 2002-2003), elle est l'actuelle *ombudsman* pour les minorités.

Grand favori de l'élection présidentielle, Sauli Niinistö doit affronter deux fronts d'opposition : le camp anti-européen, qui rassemble le populiste Timo Soini et le centriste Paavo Väyrynen, ainsi que l'opposition de gauche, importante mais fragmentée. Très populaire, il attire un électorat très large, bien au-delà de son parti politique.

« *Cela s'explique en partie par le fait que chaque électeur social-démocrate, vrai Finlandais ou centriste se déclare prêt à voter pour Sauli Niinistö au 2e tour de scrutin et non en faveur du candidat de leur parti* » analyse Erkki Karvonen, politologue de l'université de Tampere. Celui-ci attribue également la popularité du candidat à ses qualités personnelles, à son expérience et à son indépendance.

Paavo Väyrynen, qui se veut le « *président de toute la Finlande* », a été désigné candidat du Parti du centre. Il se démarque de son parti, notamment sur l'Europe, même si le parti dirigé par l'ancien Premier ministre (2010-2011) Mari Kiviniemi, traditionnellement pro-européen, a évolué depuis les élections législatives du 17 avril dernier sur ce sujet. La leader centriste a accusé les autres partis, notamment le Parti social-démocrate, d'avoir eu peur des Vrais Finlandais avant le scrutin législatif et d'avoir adopté un discours anti-immigration. Elle a affirmé la nécessité d'une véritable coopération entre le Parti du centre et le parti populiste. Mari Kiviniemi, qui a refusé de se présenter à l'élection présidentielle, répète que les divergences de vues entre le candidat et son parti existent dans tous les autres partis, notamment entre Sauli Niinistö et le Rassemblement conservateur.

Timo Soini a annoncé sa candidature à l'élection pré-

sidentielle le 24 septembre dernier. Celle-ci a été avaisée le 15 octobre lors d'un congrès du parti des Vrais Finlandais. Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement, le leader populiste est cependant moins populaire que son parti. Il s'est fixé pour objectif minimum de parvenir au 2e tour.

Le social-démocrate Paavo Lipponen a remporté le 13 septembre dernier l'élection primaire organisée par son parti pour désigner son candidat au scrutin présidentiel. Il a recueilli 67% des suffrages devant Tuula Haatainen, maire adjointe de Helsinki, qui a obtenu 22% des voix, et Ilkka Kantola, député, qui en a recueilli 11%. 2 700 membres du Parti social-démocrate ont voté à l'élection primaire, soit 37,5% du total. Paavo Lipponen a choisi de centrer sa campagne électorale sur les thèmes suivants : la coopération européenne, la défense de l'Etat-providence et la justice.

La crise européenne au cœur de la campagne électorale

La crise de la zone euro et de la dette en Europe s'est logiquement imposée comme l'un des thèmes principaux de la campagne électorale présidentielle.

Sauli Niinistö a critiqué la solidarité budgétaire entre les Etats membres de l'Union européenne. « *Nous avons fait des erreurs dans les années 2000 en affaiblissant le Pacte de stabilité et de croissance puis, en 2010, lorsque nous avons aidé la Grèce alors qu'il aurait fallu laisser cette tâche au Fonds monétaire international (FMI)* » a-t-il déclaré. Selon lui, seule l'inflation permettra aux pays endettés de se débarrasser de leur dette. Il affirme que les banques qui ont été recapitalisées devraient être nationalisées afin d'éviter que les contribuables ne se sentent floués.

Paavo Väyrynen exige la faillite ordonnée de la Grèce et estime que « *la Finlande devrait sortir de l'euro où elle n'est pas en bonne compagnie* ». Le candidat centriste considère que la zone euro est trop large et a affirmé qu'Helsinki avait fait une erreur en adhérant à l'Union économique et monétaire (UEM). Paavo Väyrynen pourrait attirer les anciens électeurs du Parti du centre qui, déçus par leur parti, avaient voté en faveur des Vrais Finlandais lors des dernières élections législatives du 17 avril 2011.

Pour Timo Soini, le départ de la Grèce de la zone euro est inéluctable et aura un effet domino. « *Dès qu'un Etat quittera la zone euro, il sera suivi par de nombreux autres comme une réception où personne ne veut partir mais où le premier départ sonne la fin de la fête* » a-t-il déclaré. Le leader des Vrais Finlandais affirme que la Finlande doit maintenir son droit à l'autodétermination et sa situation dans le monde. « *En URSS, le NKVD (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures dans l'Union soviétique) décidait de tout. Dans les pays européens se développe l'idée pernicieuse que seule la Banque centrale européenne (BCE) sait comment résoudre la crise de l'euro* » a-t-il déclaré, ajoutant que l'euro et l'Union européenne ne sont pas éternels. Le leader populiste a pour modèle la Norvège voisine, pays en dehors de l'Union européenne et doté de sa propre monnaie.

A l'inverse, Paavo Lipponen demande une plus grande fermeté des contrôles des finances des Etats par l'Union européenne. Il est favorable à un approfondissement de l'intégration européenne et à un renforcement de la démocratie parlementaire. Enfin, il souhaite que le Parlement finlandais participe à la coordination de la politique financière européenne.

Le 5 décembre dernier, le journal *Aamulehti* a publié une enquête d'opinion qui montre que 63% des Finlandais estiment que l'euro doit à tout prix être sauvé (81% des membres du Rassemblement conservateur et 2/3 des électeurs du Parti du centre mais seulement 26% des membres des Vrais Finlandais). Plus de quatre personnes interrogées sur dix (44%) se déclarent favorables à une union monétaire limitée aux Etats qui « *ont bien géré leurs finances* », un tiers (33%) y sont opposés.

Le 14 décembre s'est déroulé sur la chaîne de télévision MTV3 le premier débat de la campagne présidentielle auquel ont participé les 8 candidats. La crise de la dette en Europe a dominé les échanges. Timo Soini et Paavo Väyrynen ont affirmé que l'euro allait disparaître. Sauli Niinistö s'est montré confiant et a répété que la crise sera résolue par l'inflation et l'augmentation de la masse monétaire. De même, Pekka Haavisto a déclaré que la crise sera résolue par la volonté de l'Allemagne et de la France.

Election présidentielle en Finlande 22 janvier et 5 février 2012

La situation économique de la Finlande figure au centre de la campagne. Après avoir connu une récession de 8,9% en 2009, le pays a enregistré une croissance de son PIB de 3,6% en 2010, celle-ci devrait être de 2,8% cette année. Le déficit budgétaire est au-dessous du seuil des 3% autorisés par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne. La dette publique s'élève à environ 50% du PIB.

Enfin, comme souvent, la question de l'adhésion à l'OTAN est au cœur des débats. Le candidat d'extrême gauche Paavo Arhinmäki se veut le candidat anti OTAN. Quatre autres candidats sont opposés à l'adhésion d'Helsinki à l'Alliance du traité de l'Atlantique Nord : Pekka Haavisto, Paavo Lipponen, Paavo Väyrynen et Sauli Niinistö. Ce dernier, qui regrette l'attitude finlandaise qui consiste à utiliser l'OTAN comme un épouvantail, souhaite qu'un référendum soit orga-

nisé sur le sujet au cas où la question s'imposerait sur l'agenda politique.

Selon la dernière enquête d'opinion rendue publique le 15 décembre dernier par la chaîne de télévision YLE, Sauli Niinistö recueillerait 40% des suffrages lors du 1er tour de scrutin le 22 janvier. Il bénéficie d'une large avance sur ses rivaux. Paavo Väyrynen arriverait en 2e position avec 9% des voix ; Timo Soini recueillerait 7% des suffrages ; Pekka Haavisto 6% ; Paavo Lipponen, 5% ; Eva Biaudet et Paavo Arhinmäki, 3% chacun et Sari Essayah, 2%. On notera que la proportion des personnes interrogées déclarant ne pas encore avoir fait leur choix a considérablement augmenté ces dernières semaines. Le pourcentage s'établit à 25%.

Selon tous les sondages, Sauli Niinistö devrait être élu lors du 2e tour le 5 février 2012.

Sauli Niinistö, grand favori de l'élection présidentielle finlandaise à une semaine du 1er tour du scrutin

J-7
7 jours avant le
scrutin

Le 22 janvier, 4 402 622 Finlandais sont appelés aux urnes pour désigner le successeur de Tarja Halonen à la présidence de la République. Elue le 6 février 2000 et réélue en 2006, elle n'est pas autorisée à se représenter, la Constitution interdisant au chef de l'Etat d'exercer plus de deux mandats consécutifs.

Le vote par anticipation a débuté le 11 janvier et se terminera le 17 janvier. Habituellement, environ 40% des électeurs votent de cette façon. La participation devrait être élevée, l'élection présidentielle étant très populaire en Finlande. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue lors du 1er tour, un 2e tour se déroulera le 5 février.

8 personnes sont officiellement candidates à la magistrature suprême en Finlande:

- Sauli Niinistö, 63 ans, candidat du Rassemblement conservateur (KOK) ;
- Paavo Väyrynen, 65 ans, candidat du Parti du centre (KESK) ;
- Paavo Lipponen, 70 ans, candidat du Parti social-démocrate (SPD) ;
- Timo Soini, 49 ans, leader des Vrais Finlandais (PS) ;

- Pekka Haavisto, 53 ans, candidat des Verts (VIHR) ;
- Sari Essayah, 44 ans, candidate du Parti démocrate-chrétien (SKL) ;
- Paavo Arhinmäki, 35 ans, candidat de l'Alliance des gauches (VAS) ;
- Eva Biaudet, 50 ans, candidate du Parti du peuple suédois (SFP).

A une semaine du 1er tour de scrutin, Sauli Niinistö est le grand favori. Selon les analystes politiques, il

ne devrait cependant pas s'imposer dès le 22 janvier. Le nom du candidat qui arrivera en 2e position et sera amené à participer au 2e tour le 5 février est la grande interrogation de la campagne électorale. Selon les enquêtes d'opinion, le populiste Timo Soini, le centriste Paavo Väyrynen, l'écologiste Pekka Haavisto et le social-démocrate Paavo Lipponen sont tous les quatre susceptibles d'atteindre le 2e tour. Heikki Paloheimo, professeur de science politique à l'université de Tampere, estime que l'écart entre Sauli Niinistö et les autres candidats devrait se réduire au fur et à mesure que l'on se rapproche du 22 janvier.

En position de repli dans les enquêtes d'opinion, Paavo Lipponen est très engagé dans cette fin de campagne. Il se veut le candidat le plus « réaliste » de l'élection présidentielle et accuse Sauli Niinistö de ne pas posséder de ligne politique claire. Il se pose en défenseur de l'Union européenne et notamment de l'euro, une position pas toujours facile alors que les Finlandais sont de plus en plus critiques à l'égard de l'Europe, voire de plus en plus eurosceptiques. Néanmoins, les deux tiers des Finlandais (64%) déclarent souhaiter que leur pays conserve la monnaie unique selon l'enquête d'opinion publiée le 27 décembre dernier. « Paavo Lipponen ose être ce qu'il est parce qu'il n'a rien à perdre aux élections » affirme Goran Djupsund, professeur de sciences politiques de l'université Abo Akademi à Vaasa.

Paavo Lipponen se décrit comme celui qui a empêché l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, un sujet qu'il souhaite voir débattu dans la campagne électorale. Les 8 candidats sont opposés à l'adhésion de leur pays au traité de l'Atlantique nord. Le centriste Paavo Väyrynen et le candidat de l'Alliance des gauches, Paavo Arhinmäki, sont résolument contre ; les 6 autres estiment que si le sujet n'est pas d'actualité, le débat reste possible, voire qu'il pourrait être nécessaire. Dans un entretien accordé au journal Ilta-Sanomat, Sauli Niinistö a indiqué ne pas être certain que l'adhésion de la Finlande à l'OTAN renforcerait la sécurité des Finlandais et rappelé que les coûts de l'adhésion étaient mal connus.

Pour l'heure, la proportion de Finlandais défavorables à une entrée d'Helsinki à l'OTAN est la plus haute jamais enregistrée. Elle s'établit à 68% dans une en-

quête d'opinion réalisée par TNS Gallup et publiée par le quotidien Helsingin Sanomat en janvier.

Paavo Lipponen peine cependant à se différencier de Sauli Niinistö. Il connaît également des difficultés à rassembler sur son nom l'ensemble de la gauche. Récemment, la secrétaire générale de l'Alliance des gauches, Sirpa Puhalkka, a déclaré qu'il n'était pas un véritable représentant de la gauche. Il pâtit de la popularité du candidat du KOK auprès des électeurs les plus âgés qui habituellement sont les plus nombreux à voter en faveur du SPD.

Si Paavo Lipponen, ou Paavo Arhinmäki, ne parviennent pas à prendre la 2e place le 22 janvier prochain, ce qui constituerait une première dans l'histoire de la Finlande et un résultat catastrophique pour les sociaux-démocrates qui n'avaient pas franchi la barre des 20% des suffrages lors des élections législatives du 17 avril 2011 (19,1% des voix).

Comme lors de ce dernier scrutin, l'attitude à l'égard de l'Union européenne s'est imposée comme un clivage essentiel de l'élection présidentielle, qui pourrait s'avérer « décisif » selon le politologue Ville Pitkänen de l'université de Turku dans le cas où Sauli Niinistö serait opposé Paavo Väyrynen ou Timo Soini, tous deux candidats eurosceptiques, lors du 2e tour.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Taloustutkimus et publiée par le quotidien Helsingin Sanomat le 9 janvier, Sauli Niinistö est toujours en tête des intentions de vote pour le 1er tour avec 37% des suffrages. Pekka Haavisto arriverait en 2e position avec 8,3% des voix, suivi par Paavo Väyrynen 8,2%, Timo Soini 7%, Paavo Lipponen et Paavo Arhinmäki 4% chacun. Les deux candidates ferment le ban : Eva Biaudet est créditée de 2% et Sari Essayah de 1%. Environ trois personnes sur dix (29%) déclarent toutefois ne pas encore avoir fait leur choix.

Les Finlandais souhaitent que leur prochain président de la République se montre pragmatique et capable de médiation. Ils expriment le désir que le chef de l'Etat évoque les questions des droits de l'Homme lors de ses visites officielles dans les pays où ceux-ci sont malmenés ou violés.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 15 et 29 janvier 2006 en Finlande

Participation : 73,9% au 1er tour et 77,2% au 2e tour

Partis politiques	Nombre de voix obtenues (1er tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour)	Nombre de voix obtenues (2e tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour)
Tarja Halonen (Parti social-démocrate, SPD)	1 397 030	46,3	1 630 833	51,8
Sauli Niinistö (Rassemblement conservateur, KOK)	725 866	24,1	1 517 947	48,2
Matti Vanhanen (Parti du centre, KESK)	561,990	18,6		
Heidi Hautala (Verts, VIHR)	105 248	3,5		
Timo Soini (Vrais Finlandais, PS)	103 492	3,4		
Bjarne Kallis (Parti démocrate-chrétien, SKL)	61 483	2		
Henrik Lax (Parti du peuple suédois, SFP)	48 703	1,6		
Arti Lahti (indépendant)	12 989	0,4		

Source : <http://www.elpais.com/global>

Sauli Niinistö arrive largement en tête du 1er tour de l'élection présidentielle en Finlande

RESULTATS

Comme prévu par toutes les enquêtes d'opinion, Sauli Niinistö, candidat du Rassemblement conservateur (KOK), parti du Premier ministre Jyrki Katainen, est arrivé largement en tête du 1er tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le 22 janvier en Finlande. Il a recueilli 37% des suffrages, devançant l'écologiste Pekka Haavisto (Verts, VIHR) qui a obtenu 18,8% des voix. Paavo Väyrynen (Parti du centre, KESK) a recueilli 17,5%, Timo Soini, leader du parti populiste des Vrais Finlandais (PS) 9,4%, le candidat du Parti social-démocrate (SPD), l'ancien Premier ministre (1995-2003) Paavo Lipponen 6,7%, l'actuel ministre de la Culture et des Sports Paavo Arhinmäki (Alliance des gauches, VAS) 5,5%, Eva Biaudet (Parti du peuple suédois, SFP) 2,7% et Sari Essayah (Parti démocrate-chrétien, SKL) 2,5%. La participation s'est élevée à 72,7%, soit -1,2 point par rapport à celle enregistrée lors de la précédente élection présidentielle des 15 et 29 janvier 2006. 1 364 892 personnes avaient voté par anticipation entre le 11 et le 17 janvier, soit 32% du total des inscrits, un chiffre supérieur à celui enregistré lors du précédent scrutin présidentiel. Un grand nombre de Finlandais vivant à l'étranger – environ 48 000 – ont également voté par anticipation, soit une hausse de 50% par rapport à 2006. « L'élection présidentielle motive les gens qui ne sont généralement pas intéressés par la politique » s'est réjoui Pekka Haavisto.

Les deux candidats pro-européens sont donc arrivés en tête et se retrouveront le 5 février pour le 2e tour. « *Les politiques pro-européennes et le soutien à l'euro ont reçu une large approbation des électeurs* » a déclaré Sauli Niinistö à l'issue de l'annonce des résultats. L'Europe, la crise de la zone euro et celle de la dette ont été au cœur de la campagne électorale. Sauli Niinistö comme Pekka Haavisto (et Paavo Lipponen) ont défendu l'Union européenne et insisté sur l'ancrage européen de la Finlande dont l'économie est très dépendante de ses exportations. « *La Finlande s'est construite une position dans le monde grâce à son appartenance à l'Union européenne et à la zone euro* » a répété Sauli Niinistö. « *Cette élection présidentielle est une compétition entre les partisans d'une Finlande fermée qui souhaitent le retour de notre ancienne monnaie le mark et les partisans d'une plus forte coopération internationale et d'un rôle plus actif dans l'Union européenne mais aussi dans le monde* » a déclaré Pekka Haavisto, qui a rappelé qu'une large majorité de Finlandais souhaitent garder l'euro.

A l'inverse, le centriste Paavo Väyrynen a fait campagne pour le retour au mark finlandais. Tout comme Timo Soini, il s'est déclaré opposé à ce qu'Helsinki prête davantage d'argent à Athènes, estimant que le gouvernement grec est le seul responsable de la situation catastrophique de son pays. « *Les Finlandais qui ont traversé une très grave crise économique au début des années 1990 et ils s'en sont sortis tout seuls estiment que les Grecs pourraient faire de même* » explique Jan Sundberg, politologue à l'université d'Helsinki.

Le président de la République ne possède, en Finlande, que des compétences limitées. Le chef de l'Etat dirige la politique étrangère et la défense du pays (en collaboration avec le gouvernement) mais n'a aucun pouvoir sur les affaires domestiques du pays. Le 21 octobre dernier, il a en outre perdu l'initiative de la politique européenne au profit du gouvernement après le vote de l'Eduskunta/Riksdag, chambre unique du Parlement, qui a modifié ses compétences. Le pays est désormais représenté au sein de l'Union européenne par son Premier ministre. Par ailleurs, les éventuels conflits entre le chef de l'Etat et le gouvernement seront dorénavant tranchés par le Parlement. Ces changements entreront en vigueur le 1er mars prochain, date à laquelle le suc-

cesseur de Tarja Halonen prendra ses fonctions.

Les analystes politiques considèrent qu'une victoire de Sauli Niinistö ferait baisser la pression exercée sur le gouvernement finlandais pour qu'il adopte une position plus ferme sur la question de la crise de la dette. « *Le résultat du 1er tour est significatif. Il a un impact sur les discussions politiques considérant les difficultés politiques actuelles de l'Europe* » a analysé le politologue de l'université d'Helsinki, Tuomo Martikainen, qui parie sur une victoire du candidat du KOK le 5 février. Le gouvernement finlandais et la zone euro devraient convenir le 23 janvier de nouvelles règles pour le financement du Mécanisme européen de stabilité (MES), qui fonctionnera en parallèle avec l'actuel fonds de secours de la zone euro – le Fonds européen de stabilité financière (FESF) – et qui disposera d'un capital de départ de 80 milliards € et d'un capital mobilisable de 620 milliards €. Helsinki est la seule capitale d'un pays de la zone euro à contester le nouveau système de vote à la majorité de 85% (plutôt qu'à l'unanimité), conçu pour surmonter l'opposition de « petits » pays et permettre d'assurer un soutien financier à ceux qui ont perdu la confiance des marchés. Un accord permettrait le lancement du Mécanisme européen de stabilité en juillet prochain.

« *Je ne m'attends pas à de nouveaux thèmes à débattre durant la campagne du 2e tour* » a souligné Sauli Niinistö. Au contraire, Pekka Haavisto a affirmé que « *cette élection a montré que les gens étaient intéressés par d'autres sujets comme les discriminations ou les questions d'égalité. Ces thèmes seront eux aussi importants au second tour* ».

Paavo Väyrynen n'est pas parvenu à atteindre le 2D tour. Le résultat du social-démocrate constitue un sérieux revers pour son parti qui avait déjà échoué à franchir la barre des 20% des suffrages lors des dernières élections législatives du 17 avril 2011 (19,1% des voix). Pour la première fois dans l'histoire du pays, la « gauche » ne sera pas représentée au 2e tour de l'élection présidentielle. Paavo Lipponen, souvent considéré comme positionné à droite sur l'échiquier politique, a peine à se distinguer de Sauli Niinistö tout au long de la campagne électorale.

Du côté des anti-Européens, la campagne du candidat centriste a gêné Timo Soini dont le résultat, faible

Election présidentielle en Finlande 22 janvier et 5 février 2012

comparativement à celui de son parti lors des élections législatives du 17 avril dernier, ne doit cependant pas laisser penser que les Vrais Finlandais sont sur le déclin, voire un parti fini. « C'est la première fois que les Vrais Finlandais essuient un échec depuis 2006. Ils sont en train de devenir un parti comme les autres et ils vont avoir besoin de retrouver leurs soutiens » a déclaré Ville Pernaa, directeur du Centre des études parlementaires de l'université de Turku. Une partie des électeurs eurosceptiques ont choisi de donner leurs suffrages à Paavo Väyrynen de façon à empêcher Timo Soini d'accéder au 2e tour.

L'élection présidentielle finlandaise se joue peu sur les

programmes des candidats mais plutôt sur leur personnalité. L'analyste politique Olavi Borg considère que Pekka Haavisto a peu de chances de battre Sauli Niinistö lors du 2e tour. « Pour une grande partie de l'électorat, il est difficile de soutenir un candidat homosexuel » affirme-t-il. « La popularité de Sauli Niinistö sera plus large au 2e tour. Beaucoup de gens, et notamment les plus âgés, ne voteront pas pour Pekka Haavisto » ajoute Olavi Borg.

Une enquête d'opinion réalisée par l'institut Taloustutkimus et publiée par le quotidien Yle le 19 janvier dernier crédite le candidat du Rassemblement conservateur de 64% des suffrages pour 22% pour l'écologiste en cas de 2e tour opposant les deux hommes.

Résultats du 1er tour de l'élection présidentielle du 22 janvier 2011 en Finlande

Participation : 72,7%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Sauli Niinistö (Rassemblement conservateur, KOK)	1 131 127	37
Pekka Haavisto (Verts, VIHR)	573 872	18,8
Paavo Väyrynen (Parti du centre, KESK)	536 731	17,5
Timo Soini (Vrais Finlandais, PS)	287 405	9,4
Paavo Lipponen (Parti social-démocrate, SPD)	205 020	6,7
Paavo Arhinmäki (Alliance des gauches, VAS)	167 359	5,5
Eva Biaudet (Parti du peuple suédois, SFP)	82 581	2,7
Sari Essayah (Parti démocrate-chrétien, SKL)	75 755	2,5

Source : Ministère de la Justice finlandais

Sauli Niinistö remporte largement l'élection présidentielle en Finlande

RESULTATS 2ème tour

Comme le prédisaient toutes les enquêtes d'opinion, Sauli Niinistö, candidat du Rassemblement conservateur (KOK), parti du Premier ministre Jyrki Katainen, est arrivé largement en tête du 2e tour de l'élection présidentielle le 5 février en Finlande. Il a recueilli 62,6% des suffrages, contre 37,4% à son adversaire, Pekka Haavisto (Verts, VIHR). Ce dernier, qui avait recueilli 18,8% des suffrages le 22 janvier dernier, avait besoin de 1,5 million de voix pour espérer l'emporter lors du 2e tour. La chose était difficile car les électeurs les plus libéraux, qui vivent en grande majorité dans les centres urbains, lui avaient tous d'ores et déjà apporté leur suffrage. Un seul candidat du 1er tour – Paavo Arhinmäki (Alliance des gauches, VAS) – avait appelé à voter en sa faveur. Les cinq autres, y compris Paavo Lipponen (Parti social-démocrate, SPD), s'étaient prononcés pour Sauli Niinistö.

Sauli Niinistö s'est largement imposé dans les six provinces du pays à l'exception de celle des îles Åland, situé entre la Finlande et la Suède, où Pekka Haavisto a recueilli 60% des suffrages. A Helsinki, les deux candidats sont arrivés quasiment à égalité : Sauli Niinistö y obtient seulement 1 252 voix de plus que son adversaire sur un total de 347 816 suffrages exprimés.

La participation s'est élevée à 68,8%, soit le plus faible taux enregistré depuis 1950. Elle est en recul de 3,90 points par rapport au 1er tour le 22 janvier dernier et de 8,40 points par rapport au 2e tour du précédent scrutin présidentiel du 29 janvier 2006. Pour la première fois dans l'histoire du pays, la participation a été plus faible à l'élection présidentielle, scrutin habituellement très populaire et où la participation est en moyenne de 80%, qu'au scrutin législatif (70,4% des Finlandais s'étaient rendus aux urnes pour renouveler leur Parlement le 17 avril 2011). Selon Hanna Wass, politologue de l'université d'Helsinki, le recul de la participation au 2e tour s'explique par la proximité des deux candidats en lice et l'absence de réelle opposition droite-gauche. 35,56% des électeurs inscrits avaient voté par anticipation.

« *Le président de la République doit comprendre qu'il existe beaucoup d'opinions différentes et doit toutes les prendre en compte pour être véritablement le président de la nation entière* » a déclaré Sauli Niinistö à l'annonce de sa victoire. « *La Finlande est revenu au sens commun. Les Finlandais ne sont plus un peuple apeuré, mais courageux, ouvert et tolérant. J'en suis très heureux* » a souligné le Premier ministre Jyrki Katainen.

Le succès de Sauli Niinistö s'explique par la crédibilité de l'ancien ministre des Finances (1996-2003) à l'heure où les questions socioéconomiques constituent la principale préoccupation des Finlandais. « *Sauli Niinistö représente une compétence économique concrète* » indique Tuomo Martikainen, professeur de science politique à l'université d'Helsinki, ajoutant « *Il sait comment relancer l'économie du pays et représente une assurance en temps de crise* ». « *C'est un modéré pro-européen. En 25 ans, il a acquis une véritable notoriété et la confiance de ses compatriotes* » a indiqué Lauri Karvonen, professeur de science politique à l'université d'Abo.

Le 2e tour de l'élection présidentielle a été une bataille de personnes et s'est joué davantage sur la personnalité des candidats, tous deux pro-européens, que sur

leurs programmes. « *Les grandes questions qui divisent normalement les candidats sont absentes de cette élection présidentielle* » analysait Ville Perna, politologue à l'université de Turku.

Agé de 63 ans, Sauli Niinistö est originaire de Salo (sud-ouest du pays). Diplômé de l'université de Turku et avocat de profession, il est élu député en 1987. En 1994, il prend la tête du Rassemblement conservateur (KOK) jusqu'en 2001. En 1995, il est nommé ministre de la Justice dans le gouvernement de Paavo Lipponen (Parti social-démocrate, SPD) avant de prendre, un an plus tard, la charge des Finances où il restera jusqu'en 2003. Il gagne la confiance de ses compatriotes en parvenant à sortir le pays de la profonde récession des années 1990. « *C'est l'un des hauts faits de sa carrière politique et les gens lui en sont reconnaissants* » souligne Ville Perna. Sauli Niinistö est le principal coordinateur du passage de la Finlande du mark à l'euro. Aux élections législatives du 18 mars 2007, Sauli Niinistö est réélu en recueillant 60 498 voix sur son nom, un record pour un scrutin législatif en Finlande. Il devient alors président de l'Eduskunta/Riksdag (Parlement). En 2011, il renonce à se présenter aux élections législatives, souhaitant se préparer à l'échéance présidentielle. Après un premier échec il y a six ans où il avait recueilli 48,2% des suffrages face à la présidente de la République sortante Tarja Halonen, Sauli Niinistö parvient enfin à se hisser au sommet de l'Etat. Le 1er mars prochain, il mettra fin à 30 ans de règne social-démocrate en devenant le premier chef d'Etat conservateur depuis Juho Kusti Paasikivi (1946-1956).

Après les élections législatives du 17 avril 2011 qui avaient révélé une Finlande eurosceptique, la victoire de Sauli Niinistö (mais également la présence de Pekka Haavisto au 2e tour) a au contraire donné l'image d'un pays pro-européen et ouvert.

Le président finlandais dirige la politique étrangère et la défense du pays (en collaboration avec le gouvernement) et ne dispose pas de compétence sur les affaires intérieures du pays. Ses pouvoirs ont été modifiés le 21 octobre dernier par le vote du Parlement qui a entériné la décision de retirer au chef de l'Etat l'initiative de la politique européenne au profit du gouvernement. Ce changement entrera en vigueur le 1er mars prochain, soit le jour de la prise de fonction de Sauli Niinistö.

Résultats de l'élection présidentielle des 22 janvier et 5 février 2012 en Finlande

Participation : 72,7% (1er tour) et 68,8% (2e tour)

Candidats	Nombre de voix obtenues (premier tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (premier tour)	Nombre de voix obtenues (deuxième tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (deuxième tour)
Sauli Niinistö (Rassemblement conservateur, KOK)	1 131 127	37	1 802 400	62,6
Pekka Haavisto (Verts, VIHR)	573 872	18,8	1 076 957	37,4
Paavo Väyrynen (Parti du centre, KESK)	536 731	17,5		
Timo Soini (Vrais Finlandais, PS)	287 405	9,4		
Paavo Lipponen (Parti social-démocrate, SPD)	205 020	6,7		
Paavo Arhinmäki (Alliance des gauches, VAS)	167 359	5,5		
Eva Biaudet (Parti du peuple suédois, SFP)	82 581	2,7		
Sari Essayah (Parti démocrate-chrétien, SKL)	75 755	2,5		

Source : Ministère de la Justice finlandais

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.